

Le G7, cauchemar politique genevois

CONTESTATION Une période délicate s'annonce pour le gouvernement et surtout pour la ministre socialiste Carole-Anne Kast, aux prises avec les enjeux sécuritaires d'un rendez-vous qui rappelle des souvenirs mal digérés. Les leçons de 2003 ont-elles porté leurs fruits?

FATI MANSOUR

Un vrai casse-tête, voire un enfer absolu pour l'autorité politique. Anticiper, gérer et braver les vagues du G7 qui déferlent déjà sur Genève. Le tout dans un contexte mondial exacerbé par les conflits et dans une ambiance très émotionnelle liée à de vieilles blessures mal cicatrisées. Ce legs tant redouté tombe sur le Conseil d'Etat et plus particulièrement sur la ministre socialiste Carole-Anne Kast, tiraillée entre les revendications de militants dont elle se sent parfois proche – on l'a encore vu au dernier cortège de la grève féministe – et les problématiques sécuritaires dont elle a la charge. Autant dire que l'enjeu de ce rendez-vous, programmé pour faire des mécontents, est crucial pour celle qui affronte déjà nombre de critiques.

«Je n'aimerais vraiment pas être à votre place.» Cette petite phrase, lancée à l'adresse de la conseillère d'Etat par le procureur général Olivier Jornot lors de sa récente présentation annuelle, résume à elle seule la posture inconfortable de celle qui doit gérer les effets collatéraux du choix d'Évian. «Je prends cette remarque comme la reconnaissance que la situation est exigeante. Mais assumer des responsabilités, c'est précisément faire face à ce type de contexte avec sang-froid, sans des responsabilités et clarté dans les décisions», relève la principale concernée.

De son côté, le patron du Ministère public, qui participe lui aussi à des rencontres franco-suisse pour affiner la collaboration et prévoir un dispositif au cas où les choses tourneraient au vinaigre, précise sa pensée: «Il y a énormément de personnes impliquées et toutes sortes de groupes de travail. On sent bien que l'attention se focalise désormais sur le risque d'une manifestation potentiellement violente et cela fait encore grimper la pression.»

■ Des débordements qui marquent encore les esprits

Cette pression renvoie forcément aux souvenirs laissés par le G8 de 2003, ses débordements et ses multiples traumatismes: gros dégâts, crise majeure au sein d'un gouvernement déchiré, amertume policière doublée d'une quasi-sédition. Le tout suivi d'une agitation soutenue avec vote d'une loi sur les manifestations (dont certains excès seront retoqués par le Tribunal fédéral) et rapport extraparlémentaire transformé en une sorte de psychothérapie collective distribuant de bons et surtout de mauvais points, notamment à l'autorité politique et à ses forces de l'ordre défaillantes. Micheline Spoerri, à l'époque conseillère d'Etat libérale chargée de la Sécurité, perdra dans cette aventure toute chance de réélection.

Voilà qui nous ramène à Carole-Anne Kast et à la gestion de ce nouveau brûlot. Avec, d'un côté, les inquiétudes naturelles de ceux – principalement les commerçants – qui envisagent moult défillements de casseurs organisés ou d'émeutiers de circonstance, et de l'autre, ceux qui proclament leur droit de protester pacifiquement (ou presque) sans entrave exagérée et sans déploiement de force trop musclé. Premier constat si l'on se prête à un comparatif entre 2003 et la situation d'aujourd'hui: il y a beaucoup de réminiscences, mais aussi des différences.

Au nombre des points communs, il y a la guerre au Moyen-Orient (l'invasion de l'Irak à l'époque) avec une situation encore bien pire aujourd'hui, susceptible d'alimenter cette fameuse convergence des luttes et de faire grossir les rangs de manifestants que l'on voyait plutôt démobilités depuis quelques années. Il suffit de parcourir la liste des organisations membres de la coalition No-G7 pour se convaincre d'une montée de fièvre annonciatrice d'une potentielle poudrière.

■ La chimère du contre-sommet

Dans le déjà-vu, il y a aussi ce discours politique en forme de déni. En 2003, Micheline Spoerri pensait aussi pouvoir éviter une manifestation d'envergure à Genève et imaginait exporter une nuée d'altermondialistes au-delà des frontières cantonales. La tactique consistant à pousser la France à s'engager plus avant, sans résultat aucun, avait marqué la gestion du dossier.



Les conseillers d'Etat Anne Hiltbold, Thierry Apothéloz et Carole-Anne Kast lors d'un point de presse. (GENÈVE, 18 MARS 2026/MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)



Des manifestants à Genève le 6 juin 2003. La conseillère d'Etat Micheline Spoerri était alors chargée de la Sécurité. (MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE)

Cette même chimère revient hanter le débat avec une Carole-Anne Kast qui râle contre le flou entretenu par Paris, réclame toujours un lieu pour organiser contre-sommet et manifestation en terres gauloises, veut adresser les demandes déposées ici à la préfète de Haute-Savoie et se fait poliment rembarquer. «Un abcès de fixation absurde», constate un proche du dossier, sachant que les militants ne vont jamais délaissier la ville internationale par excellence pour s'isoler dans un lieu perdu. «Entre un sit-in du côté de Bonneville et un rassemblement à Genève, le choix est vite fait.»

Malgré tout, la magistrate défend encore sa stratégie: «Il ne s'agit pas de déni, mais de lucidité: les dynamiques de mobilisation sont multiples et dépassent un seul lieu. Notre rôle est d'anticiper de manière réaliste ce qui se passera ici, à Genève, indépendamment de ce qui se tient ailleurs. En outre, c'est également rappeler à la France ses responsabilités en termes de sécurité et de respect des droits fondamentaux.»

■ Flottement et confrontation

Les effets pervers d'un tel flottement, s'agissant de la localisation et de l'autorisation de la manifestation, avaient déjà été pointés par le rapport extraparlémentaire sur le G8. Cet attentisme, doublé d'une gymnastique permanente pour tenter de conforter les uns et les autres, est dénoncé

aujourd'hui du côté des milieux économiques. Mais pas seulement. «La magistrate ne se positionne pas clairement, ne serait-ce que pour garantir que tous les agents porteront un matricule rendant possible leur identification. De toute manière, un éventuel contre-sommet en France n'empêchera en aucun cas une mobilisation citoyenne à Genève», relève ainsi Marc Morel, coprésident de la section genevoise de la Ligue suisse des droits humains.

L'autre événement qui fait écho à plus de vingt ans d'intervalle, c'est une confrontation proche et mal digérée entre policiers et manifestants. A l'époque, c'était un tir de balle colorante, qui avait blessé une syndicaliste à l'œil. Micheline Spoerri avait fait de cet incident un brûlot politique en musant le service de presse durant trois jours et en poussant le chef de la police vers la sortie, décapitant ainsi l'institution à deux mois du G8.

Aujourd'hui, cette crispation entre militants et police s'est installée après le rassemblement non autorisé du 2 octobre dernier, en solidarité avec la flottille pour Gaza, qui a fini dans les gaz lacrymogènes, les flash-balls et les coups de matraque. Pour Marc Morel, «l'absence de prise de mesures par les autorités pour prévenir un usage disproportionné de la force et sanctionner les abus de la répression violente de cette manifestation ne peut qu'inquiéter».

■ Des divisions qui commencent à transpirer

Au menu des différences, la plus importante tient sans doute à une police mieux dirigée, plus expérimentée et mieux renseignée. Une centaine de casseurs à l'œuvre dans les rues basses à la veille de la grande manifestation, sans un seul képi visible à l'horizon, comme ce fut le cas le samedi 31 mai 2003 pour cause de repos avant la tempête, n'est plus guère envisageable. «La police sera mobilisée jour et nuit», précise la commandante Monica Bonfanti.

Les forces de l'ordre ont aussi davantage les coudées franches. «Il n'y a pas d'ingérence dans l'opérationnel», nous assure encore la commandante. On se rappellera que les incursions et les injonctions contradictoires du politique – alors hanté par la mort d'un manifestant à Gênes, en marge du G8 de 2001 – avaient passablement compliqué les choses.

Le rapport extraparlémentaire évoquait d'ailleurs une police n'ayant pas rempli sa mission lors de la casse nocturne du samedi, puis une police sans stratégie claire au retour de la grande manifestation de dimanche, et enfin une police débordée et déboussolée avec un commandement trop hésitant le lundi sur le pont du Mont-Blanc.

Last but not least. Le Conseil d'Etat, tellement déchiré en 2003 qu'on évoquait une «cacophonie institutionnelle», par-

vient pour le moment à ne pas étaler ses divergences sur la place publique. Mais les divisions sont là et les débats parfois houleux. Tout cela commence à transpirer. Certains membres du gouvernement, peu sensibles aux arguties juridiques ou organisationnelles d'une Carole-Anne Kast, sont déjà tentés par la posture pure et dure voulue par une majorité du Grand Conseil.

Face aux clivages, un discours mesuré est-il encore possible? «Le contexte pousse à des positions tranchées, mais la responsabilité publique impose justement de rester nuancé: garantir les libertés tout en assurant la sécurité. C'est une ligne exigeante, mais c'est la seule tenable», répond la ministre socialiste.

En l'état, une délégation, composée de Thierry Apothéloz (président jusqu'au 1er juin avant de passer le témoin à Anne Hiltbold), Carole-Anne Kast et Nathalie Fontanet, est constituée pour faire face à l'ensemble de l'événement. S'agissant de la manifestation du 14 juin, le message est qu'il faut encore prendre son mal en patience, attendre de voir ce que le Conseil fédéral dit des restrictions aux frontières, et miser sur l'analyse policière des risques.

«Il ne faut pas attendre une décision sur l'autorisation de manifester, mais prendre les devants»

THOMAS WENGER, PRÉSIDENT DU PS GENEVOIS

Sur ce sujet, Monica Bonfanti précise: «Nous allons établir différents scénarios à l'intention du Conseil d'Etat en fonction des renseignements récoltés.» Au final, il appartiendra au gouvernement de trancher entre plusieurs variantes: autoriser la manifestation avec un trajet à définir, autoriser de manière statique ou ne pas autoriser du tout. Un vrai dilemme, sachant que chaque scénario comporte ses risques et qu'une absence d'autorisation ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de rassemblement. C'est déjà claironné par la coalition No-G7, qui prévoit tout un week-end de réjouissances avec des événements disséminés.

■ Une absence de dialogue qui étonne

La réponse tant attendue devrait tomber dans la seconde moitié de mai. C'est du moins le calcul initial dans l'idée de disposer d'un maximum d'éléments avant de se montrer un peu catégorique. Un tempo qui ne convient guère aux commerçants, qui veulent savoir à quelle sauce ils vont être mangés, ni au No-G7, qui se plaint de l'absence de dialogue avec la conseillère d'Etat (autre réminiscence de 2003) et réclame plus de clarté dans le message politique.

Une situation que déplore aussi Thomas Wenger, le président du Parti socialiste genevois: «Nous avons reçu la coalition et nous sommes franchement étonnés qu'aucune séance de coordination n'ait encore eu lieu entre les organisateurs et le département de Carole-Anne Kast depuis une première rencontre en février. Il ne faut pas attendre une décision sur l'autorisation de manifester, mais prendre les devants, même si celle-ci est finalement refusée.»

A ce sujet, la position du PS est claire et a été rappelée lors d'un récent comité directeur, en présence de la magistrate: «Une grande manifestation doit pouvoir se tenir à Genève et sa sécurisation doit être adaptée aux circonstances exceptionnelles du moment.» Quant au «tant pis si des vitrines y passent», sorti de la bouche de certains militants, Thomas Wenger estime que ces propos ne sont pas audibles: «On ne veut tolérer aucune casse.»

Entre la gauche et ses extrêmes, la tension monte aussi, surtout après la mise en garde lancée en conférence de presse du No-G7 à l'intention des magistrats (de la ville et du canton) qui viendraient s'aventurer au parc des Bastions lors de la journée du 1er mai. Ambiance garantie. ■